

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Le député qui a posé cette question ne sait pas ce qu'est la potasse.

M. Colin Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, si j'ai bonne mémoire, notre ministre des Finances actuel (M. Sharp) est le sixième ministre des Finances dont j'ai discuté le budget à la Chambre. Les ministres du présent gouvernement semblent avoir la vie courte sinon joyeuse, une sorte de vie d'éphémère, et nous devons profiter de la présence du ministre actuel, tant qu'il sera parmi nous. J'ai toujours trouvé que les budgets révèlent non seulement la politique du gouvernement, mais la conception qu'a le ministre de la vie et de la société. J'espère que le ministre actuel ne me tiendra pas rigueur si je dis que je trouve ce budget plutôt terne et circonspect, inspiré de la circonspection que l'on peut s'attendre à trouver chez un homme de son ascendance.

On ne retrouve pas dans ce budget cette improvisation audacieuse et même téméraire qui caractérisait le budget d'un de ses prédécesseurs, et qui avait été présenté avec grande ostentation. Je suppose qu'il est permis de se demander, en ce moment de l'histoire mondiale, laquelle de ces deux méthodes est la meilleure. Dans un monde qui change comme un kaléidoscope, est-il préférable de s'armer d'enthousiasme et de s'attaquer à tous les côtés à la fois, ou de prendre le parti de la prudence et d'une quasi-immobilité? Au moins, nous pouvons être sûr que le ministre actuel des Finances ne va pas au-devant d'un échec. Le danger est qu'il se détrifie en une statue équestre.

Considérant la personnalité du ministre, son attitude devant la vie, il est compréhensible que, face au fouillis de conseils contradictoires qu'il a sans doute reçus, surtout en ce qui concerne l'inflation, les poussées inflationnistes ou l'absence de pareilles poussées, il ait choisi le moyen terme entre l'optimisme aimable et mitigé de M. Deutsch et le pessimisme tourmenté de M. Rasminsky. J'ai remarqué que le ministre semble s'être rangé du côté de ceux qui craignent les poussées inflationnistes.

J'ai été un peu troublé par les voix, pas très brillantes et plutôt naïves, qui se sont élevées récemment pour établir un parallèle entre la hausse de l'indice du coût de la vie et l'inflation. Il est vrai que la hausse des prix peut être un indice d'une situation inflationniste, mais pas nécessairement. En fait, bien des conditions économiques autres que les poussées inflationnistes peuvent amener une hausse des prix. Il y a par exemple, les prix fixés par les monopoles et les milieux paramonopolisants, qui ne se préoccupent pas du coût mais qui cherchent

à faire payer au consommateur tout ce qu'il peut acquitter.

On dit souvent que c'est le relèvement des traitements qui fait monter les prix et c'est parfois vrai; il faudrait être naïf pour le nier. Mais il y a d'autres facteurs en cause. Très souvent, monsieur l'Orateur, une augmentation des salaires pousse l'employeur à adopter des méthodes de production bien plus efficaces qui font baisser le coût unitaire de production, ce qui ne motive pas une augmentation de prix mais elle se produit quand même.

Dans ma province, la Colombie-Britannique, il est de notoriété publique que toutes les augmentations de traitements sont récupérées par l'employeur avec un supplément de 10 ou 15 p. 100. A maintes reprises, l'augmentation des prix a précédé la hausse des traitements. Lorsqu'un employé essaie d'obtenir une augmentation de traitement, il réclame effectivement une plus grande part de la richesse qu'il produit, et lorsque les employeurs refusent de la lui accorder, ce qu'ils font en maintenant leurs bénéfices par une hausse des prix, on peut dire alors, je suppose, que la hausse des prix découle de la hausse des traitements.

Toutefois, monsieur l'Orateur, il se pose une question que les membres de notre parti ont soulevée à maintes reprises cette session-ci: la nécessité de prendre des mesures contre la hausse vertigineuse des prix. Nous avons proposé l'institution, de concert avec les provinces, d'un conseil de révision des prix qui examinerait ces augmentations, surtout dans les prix de base, pour établir si elles sont motivées. Tout ce qu'il faudrait dans certains cas, ce serait d'exposer publiquement la situation existant dans une industrie donnée.

Bien entendu, notre ministre ne voit pas les choses aussi simplement. Il aborde le problème de l'inflation et de ses pressions d'une façon bien plus compliquée et nous dit, de fait, que nous ne sommes pas loin de faire un plein usage de nos ressources et que, par conséquent, le danger des pressions inflationnistes est extrêmement grave.

Nos ressources peuvent être divisées en trois principaux secteurs. Il y a d'abord nos ressources naturelles, puis le domaine industriel qui transforme ces ressources en produits, et enfin, nos ressources humaines. Autant que je sache, personne, pas même le ministre, ne peut nous dire quelles sont nos ressources naturelles. D'une part, elles n'ont pas encore été toutes explorées; d'autre part, ce qui va de soi, leur valeur économique dépendra des changements dans la situation économique au Canada et à l'étranger.